

Vincent Coussedière : «Le populisme, c'est le parti des conservateurs qui n'ont pas de partis»



Vox Politique (<http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/>) | Par Alexandre Devecchio (#figp-author)

Publié le 18/03/2016 à 20h20

FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN - A l'occasion de la sortie de son nouveau livre *Le retour du peuple*, Vincent Coussedière décrypte pour FigaroVox la montée des «populismes». Selon lui, le phénomène symbolise la résistance de vieux peuples politiques à leur dissolution dans la mondialisation.



*Agrégé de philosophie, Vincent Coussedière a été révélé au grand public avec son premier livre **Eloge du populisme** (<http://www.amazon.fr/Eloge-du-Populisme-Vincent-Coussedi%C3%A8re/dp/B007T5K3WE>). Son second opus, **Le retour du peuple, An I** (<http://www.editionsducerf.fr/librairie/livre/17614/le-retour-du-peuple-an-i>), vient de paraître aux éditions du Cerf.*

De la montée du FN à la percée de l'AFD en passant par les surprises Trumps et Sanders le jeu politique apparaît totalement bouleversé dans les pays occidentaux. S'agit-il d'une «dérive populiste» ou du «retour du peuple» annoncé dans votre livre?



Vincent Coussedière: En 2012, à la suite de mon essai *Eloge du populisme*, je définissais dans un entretien le populisme comme le «retour du refoulé des peuples européens». Il semble qu'on puisse aussi parler d'un retour du refoulé du peuple américain dont le phénomène Trump est le symptôme... Poursuivons la métaphore freudienne, on sait qu'une pulsion, lorsqu'elle est refoulée, n'est pas détruite, elle disparaît de la conscience pour poursuivre son existence sous une forme inconsciente, elle reviendra donc se manifester sous forme de symptôme. Il en va de même avec le peuple dont le populisme est le retour symptomatique: le peuple a été refoulé par les élites de leur vision de la politique. Ce n'est pas d'abord le peuple qui s'est détourné des élites, ce sont les élites qui se sont détournées du peuple, qui ont fait sécession, comme l'a remarquablement compris très tôt Christopher Lasch. Lorsque je parle donc désormais de «retour du peuple», cela ne signifie pas que j'annonce le retour du peuple comme acteur collectif, cela signifie que je tente de comprendre de quel refoulement le peuple a été l'objet, et pourquoi le peuple revient s'exprimer désormais sous la forme du «populisme». Le retour du peuple, c'est aussi son retour comme question politique et philosophique.

On reproche au « populiste » de s'adresser au peuple, la belle affaire ! On ne voit pas à qui d'autre devrait s'adresser un homme politique dans les conditions de la démocratie...

Ces phénomènes sont-ils comparables, en quoi?

L'utilisation du terme de «populisme» pour qualifier et unifier une offre partisane par delà les contextes nationaux me paraît artificielle et fausse. Elle crée la confusion et évite d'examiner chaque discours en lui accolant l'étiquette disqualifiante de «populisme». Trump n'a pas la même conception de l'économie que Marine le Pen, ni même de l'immigration ou de l'islam. On reproche au «populiste» de s'adresser au peuple, la belle affaire! On ne voit pas à qui d'autre devrait s'adresser un homme politique dans les conditions de la démocratie... On lui reproche de faire œuvre de démagogie, de proposer des solutions irréalistes, de flatter le peuple. Soit. Mais alors il faut faire l'effort de montrer en quoi ces solutions sont irréalistes, ce dont le qualificatif de «populiste» dispense justement. Bref, l'usage du terme permet de faire l'économie d'un débat politique et verrouille la démocratie.

Si le terme de «populisme» me semble cependant pertinent à conserver, c'est à condition de l'utiliser pour décrire une certaine situation des peuples eux-mêmes. Ce qui est comparable dans les phénomènes dont vous parlez, c'est la situation des peuples et non l'offre politique «populiste» qui ne vient qu'après, et tente de capter cette situation. C'est du côté de la demande des peuples qu'il y a quelque chose de comparable: les peuples veulent continuer à être des peuples, c'est-à-dire qu'ils veulent continuer à conserver une certaine unité de mœurs, une forme «nationale», et une souveraineté, une capacité libre de prendre les décisions qui leur importe. Ceci s'exprime par une inquiétude profonde quant à l'impact de l'immigration sur les mœurs auxquelles on tient, et par une inquiétude toute aussi profonde quant à une souveraineté paralysée par des alliances post-nationales. Bref, l'unité du phénomène vient de la résistance de vieux peuples politiques à leur dissolution dans la mondialisation.

. Nos élites « avancent masquées », comme le dit très justement Marcel Gauchet dans son dernier essai, et les Français ont mis beaucoup de temps à comprendre qu'ils étaient menacés de désintégration.

«La crise de souveraineté et de légitimité de nos gouvernements actuels est tout aussi grave que celle qui souleva De Gaulle contre Vichy», écrivez-vous. N'est-ce pas un peu exagéré?

Que signifie l'épisode de Vichy, si ce n'est d'avoir été l'expérience d'un gouvernement qui a cherché à se maintenir en conservant les apparences de la république, c'est-à-dire de la souveraineté et de la légitimité? Nous nous trouvons dans la même situation, dans une apparence de république qui a en réalité perdu sa légitimité comme sa souveraineté. La différence ne réside pas dans la situation elle-même, qui approche du point où, comme le dit Marc Bloch: «le sort de la France a cessé de dépendre des Français.». La différence réside dans la rapidité du «blitzkrieg» qui a conduit à la situation de 1940, et dans la lenteur et le caractère souterrain et masqué d'une «guerre» menée par nos élites contre le peuple, et qui a conduit à la situation actuelle. Nos élites «avancent masquées», comme le dit très justement Marcel Gauchet dans son dernier essai, et les Français ont mis beaucoup de temps à comprendre qu'ils étaient menacés de désintégration. Au final le résultat est le même: nous héritons d'une république qui est une coque vide: privée de souveraineté comme de l'unité d'un peuple qui puisse la rendre légitime. Tout est à recommencer. Il ne s'agit pas seulement de refonder une république mais de réinstaurer un peuple. Lorsque je développe ce parallèle dans mon livre, ce n'est pas pour en rajouter par rapport à notre dépression collective, c'est au contraire pour montrer que nous nous sommes déjà relevés d'un précédent aussi grave.

Quelle responsabilité de l'Europe dans cette «étrange défaite»? Le populisme est-il le problème ou la solution?

La responsabilité de l'Europe n'est que seconde dans cette affaire, puisque c'est en grande partie nous qui avons voulu cette Europe, en tout cas nos dirigeants, qui se sont accrochés à elle comme à une utopie de remplacement de l'utopie socialiste. J'explique en effet dans mon livre que le populisme est à la fois le problème et la solution. Il est le problème parce qu'il ne trouve pas encore d'expression politique et partisane qui soit à la hauteur des enjeux: non seulement refonder la république, mais réinstaurer un peuple qui la fasse vivre. Il est la solution parce qu'il témoigne d'un attachement à la nation républicaine, et non d'un retour aux «heures les plus sombres de notre histoire», comme voudraient nous le faire croire

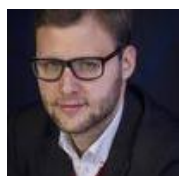
les interprètes paresseux, qui sont, comme le disait Marc Bloch à propos des élites de 1940,: «Mals instruits des ressources infinies d'un peuple resté beaucoup plus sain que des leçons empoisonnées ne les avaient inclinés à le croire (...).

Car pour moi le populisme n'est ni de droite ni de gauche, en tant qu'attachement à la nation républicaine, il est un phénomène trans-partisan. J'ai défini dans *Eloge du populisme* le populisme comme « le parti des conservateurs qui n'ont pas de partis »

Selon vous, «il existe en France une majorité conservatrice qui peine à prendre une forme politique tant elle est écartelée entre la droite républicaine et la droite populiste». Qui regroupez-vous au sein de cette majorité éclatée? Est-ce la France du non au Traité constitutionnel européen? Comment réconcilier nation et république?

Cette phrase n'est pas de moi mais de Mathieu Bock Côté, je la trouve excellente, et je la reprends en élargissant encore la perspective. Car pour moi le populisme n'est ni de droite ni de gauche, en tant qu'attachement à la nation républicaine, il est un phénomène trans-partisan. J'ai défini dans *Eloge du populisme* le populisme comme «le parti des conservateurs qui n'ont pas de partis». Mais le conservatisme, contrairement à la doxa régnante sur le sujet, n'est pas forcément de droite. Conservatisme et progressisme sont des catégories qui en elles-mêmes ne veulent rien dire, tout dépend de ce qu'on veut conserver et de ce que vers quoi on veut progresser. Il y a eu une droite révolutionnaire qui ne voulait rien conserver comme une gauche révolutionnaire... Sortons donc de ce clivage droite-gauche idéologique et demandons-nous ce que nous voulons conserver et ce vers quoi nous voulons progresser. Cela permettra peut-être de redéfinir des clivages qui permettent de recouper des options politiques réelles... La caractéristique de la France du non au Traité constitutionnel de 2005 est justement qu'elle dépassait ce clivage droite-gauche. Le populisme est une situation qui va forcer les clivages partisans à se redéfinir autour de la conservation de mœurs qui sont à la fois nationales et républicaines. Nous avons à droite comme à gauche des gens qui ne sont plus attachés à des mœurs nationales, ni à des institutions républicaines, mais

à une autre proposition «politique» que j'analyse dans mon livre, et qui est celle du multiculturalisme. Nous avons d'autre part des gens qui ne peuvent concevoir l'horizon de la république en dehors de la nation. Que chacun éclaircisse ses positions et en tire les conséquences... Mon propos dans *Le retour du peuple* est effectivement de réconcilier nation et république. Nous nous apprêtons à vivre une campagne présidentielle qui va opposer les «nationaux» et les «républicains», cette opposition est idéologique. Dépasser l'idéologie, c'est revenir à la philosophie, pour faire revivre une tradition perdue de la république qui comprenait la «nation» comme son horizon indépassable. C'est cette tradition perdue du nationalisme républicain que je tente de redécouvrir dans mon livre pour en tirer les leçons qui s'imposent.



[\(<http://plus.lefigaro.fr/page/alexandredevecchio>\)](http://plus.lefigaro.fr/page/alexandredevecchio)

Alexandre Devecchio (<http://plus.lefigaro.fr/page/alexandredevecchio>)

[Suivre \(<http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/2540921>\)](http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/2540921)

Journaliste au Figaro et responsable du FigaroVox. Me suivre sur Twitter : [@
\(\[https://twitter.com/Alex_devecch\]\(https://twitter.com/Alex_devecch\)\)AlexDevecchio](https://twitter.com/Alex_devecch)
